



## CA confiné du vendredi 29 mai 2020 de 17H à 19H

### Présent.es :

*Membres du CA : Lucie Lambert (UFISC) ; Greg JURADO ; Christine DUBOIS (SEP UNSA) ; Patrick Chenu (FRMJC IDF) ; JC BOUAL ; Olivier PICOT ; Gilles ROUBY ; Nicole PICQUART ; soit 8 membres ( 8 voix).*

*Invités : François BERNARD ; Gael CHAVANCE (RIF) ; Dominique JAULMES ; Isabelle BOYER ; JB Jobard ; Jean Claude BOUTOT ;*

*Excusé.e.s : Philippe Berthelot ; Monique Tilhou (a tenté de se connecter sans y parvenir) ; Francis Le Hérissé ; Daniel Royer ; Edgar Priour*

**L'objectif** de ce CA est de partager les analyses des membres du CAC sur la situation actuelle pour déterminer le sens de l'engagement du CAC dans la période actuelle, et la construction d'un « Monde d'Après » .

*[Gaël Chavance pour le RIF est très content de pouvoir suivre un CA du CAC.  
Christine Dubois représente pour la première fois le SEP UNSA]*

### 1/ Vie associative (par Nicole Picquart)

#### • PV du CA du 27 mars 2020

Nicole soumet au vote des personnes qui y étaient présentes ce PV (transmis préalablement) du dernier CA où nous avons validé les comptes 2019 + BP 2020

- abstention : 1 (sep-uns-a – pas présente)
- contre : 0
- pour : 7 voix

#### • Décision pour la tenue de l'AG en septembre

L'AG devait se tenir avant le 30 juin. Une ordonnance permet de décaler de 3 mois sa tenue. Il est décidé d'acter de son report en septembre.

- pour : 8 voix

#### • Présentation du plan du rapport d'activité

Au vu des urgences d'actualité nous présentons ce soir juste le plan du Rapport. Une plateforme pour sa rédaction est mise en ligne. On sera en mesure de le présenter 1 mois avant l'AG afin de permettre à chacun.e de le lire.

### 2/ Analyse de la situation actuelle

(présentation par Gilles Rouby et Jean-Claude Boual)

- Une période de confinement
- Une période enchâssée dans la double urgence sociale et écologique
- Une période de rétrécissement des libertés associatives et individuelles

### **Les 3 champs d'engagement pour le CAC**

1. Associations Citoyennes et Éducation populaire
2. Économie Sociale et Solidaire (avec le Mouvement pour l'Économie Solidaire)
3. Services publics (au sein du réseau Convergence des Services Publics)

### **Le rôle minoré des associations**

Le gouvernement met en avant le travail des associations mais à condition qu'elles "restent à leur place" (actions solidaires mais dans un cadre défini).

Difficultés financières actuelles et à venir pour les associations (y compris pour les collectivités qui ont dépensé pour faire face aux coronavirus). Les associations risquent de servir à nouveau de variables d'ajustement.

Une situation d'État d'urgence sanitaire dans laquelle des dispositions liberticides vont au delà de la période du confinement.

### **Beaucoup de réseaux interviennent, mais sans convergence entre ces réseaux**

Tout le monde appelle à l'unité mais en restant sur ses propres rails. Des structures sont dans plusieurs réseaux mais ça ne fait pas vraiment converger les réseaux pour autant...

Le collectif "changer de cap" montre qu'il y a des axes de convergence mais aussi des points d'achoppement et de divergence, notamment sur l'Europe (quand cette question n'est pas absente)

Le CAC, en tant qu'association d'éducation populaire pose la question de la participation et de l'émancipation individuelle et collective des citoyens à la vie de la cité.

### **La question du service public est réapparue en force.**

Souvent de manière assez incantatoire et peu concrète... dans cette optique le travail commun *CAC-Convergence des services publics* semble important à développer (en tenant compte de certaines difficultés, notamment les divergences au sein même de Convergence sur les questions européennes).

Articulation difficile entre politique néo-libérale et actions de solidarité au sein de la construction européenne.

### **Débat :**

Quels seraient les autres éléments du contexte importants à prendre en compte ?

- Olivier : intéressant de suivre les différentes versions du Monde d'Après.

Il faut faire analyse et pédagogie sur la façon dont se font les réflexions, en fonction des enjeux électifs de candidats potentiels.

- Dominique : sur l'absence de convergence des réseaux

Les associations ne sont pas des "œuvres de bienfaisance" ni "des services publics" comme on le lit partout. On voit que les propositions, interpellations, tentatives d'expression ne sont pas relayées par les pouvoirs publics et se traduisent juste par divers « plans » isolés.

le CAC fonctionne en collectif qui doit arriver à représenter cette convergence. Il faudrait pouvoir parler d'une même voix avec les différents collectifs/fédérations/coalitions...

- Patrick : sur la problématique de la demande de services publics.

Le CAC aurait intérêt à travailler cette complémentarité entre associations et services publics. Cela permettrait aussi de combattre une vision libérale qui tend à être celle du gouvernement et qui (pour faire vite) assimile le monde associatif à la simple sphère caritative. Est-on les simples supplétifs du service public ? Est-on le para-public des services publics ?

- Nicole : sur l'impossibilité de vivre de la même façon

Comment change-t-on les choses ? S'il y a une grande réunion d'acteurs autour de plateformes, chacun

continue comme avant. Le grand oublié sont les associations et les métiers sur les territoires, l'entraide et la solidarité.

Des propositions et mesures émergent : quelle connexion avec le mouvement social et la situation actuelle ? Comment revendiquer la nécessité du développement des services publics en tant que communs, à approfondir ?

Le gouvernement continue comme avant. L'application StopCovid se met en place malgré les nombreuses oppositions.

- Jean-Baptiste : sur un certain fatalisme qui transparaît dans nos propos

Les ressources existent pour combattre ce fatalisme :

- par exemple entre associations citoyennes (CAC), services publics (convergences des services publics) et acteurs de l'économie solidaire et aussi la coopérative des communs ;
- il s'agit de tenir l'équilibre entre travail sur la plus-value spécifique du CAC et la participation à des dynamiques collectives (Transiscope, LA Coalition, collectif "on ne se taira pas", etc.)
- tenir l'équilibre entre analyse critique et force propositionnelle
- tenir l'équilibre entre local et macro
- tenir l'équilibre entre acteurs et chercheurs.

On peut trouver au moins 2 pistes d'auto-amélioration dans le travail du CAC :

- d'une part, pouvoir créer, analyser, critiquer et élaborer des réponses plus collectivement
- d'autre part, mieux "fructifier" et utiliser ce qu'on a fait déjà, les travaux du CAC ne sont parfois pas suffisamment portés, diffusés, partagés (exemple le lien entre associations citoyennes et service public était l'objet même de la recherche-action conduite pendant deux ans dans le chantier sur la co-construction.

- Olivier : le service public serait-il une ESS ? Économie au service des gens.

▪ Dominique : A nous de travailler sur le terrain avec les associations locales. On connaît le terrain. Comment travailler ensemble en connaissant mieux les associations membres du CAC ?

- Gilles : sur les différents appels, les plateformes...

On voit beaucoup de "programmes" basés sur le déclaratif, qui ne s'inscrivent pas dans un processus. Ils s'adressent à ceux qui lisent les journaux, mais pas au plus grand nombre. Ils n'engagent aucune dynamique nouvelle. Le réseau vosgien Réseau d'êtres a fait un texte d'un genre nouveau, réunissant des associations citoyennes (cf. notre blog médiapart).

Ne pourrait-on pas construire un appel des cent voix / sans voix... sans "têtes d'affiches" mais en donnant la parole à ceux et celles qui ne sont pas signataires des habituelles tribunes (à trouver au sein des foyers ruraux, des associations des quartiers populaires, etc).

- Lucie : fait part de l'approche culturelle de proximité, très forte, de centre social avec les habitants lié à une scène culturelle.

A propos du fatalisme, on est confronté à des annonces et des choix politiques. Qui les formule ? Ca déclenche un énorme ras le bol qui débouche par exemple sur le **communiqué Culture** qui dépasse largement la culture. (« *Est-ce trop demander que de la cohérence, Monsieur le Président, Monsieur le Premier Ministre, Monsieur le Ministre ?* »). Il a beaucoup circulé et est même arrivé chez le Ministre !

A noter que cette colère exprimée par les acteurs culturels est politique au sens large et non pas juste sectorielle. Des liens sont faits dans les choix politiques du pouvoir dans le secteur culturel, agriculture, aéronautique, automobile, etc.

Maintenant nous devons déterminer et affiner une stratégie. D'autant que si le gouvernement en place accélère le processus, la phase actuelle libérale, mondialisée est en marche depuis longtemps et ne s'arrêtera pas comme ça. Une des clés est l'échelon territorial de proximité, il faut revenir au niveau local, ça commence aussi par là (même si ça se voit pas et si personne ne nous applaudit le soir à 20h). Voir localement comment on peut donner le pouvoir, le pouvoir d'agir aux gens. Et c'est aussi localement que s'invente la possibilité d'avoir une autre économie, une économie plus solidaire effectivement. Cette

stratégie doit aussi consister à accepter un certain nombre de divergences mais cette stratégie passe aussi par la capacité à ne pas se faire voler les mots ; la bataille idéologique passe par la bataille sur le langage.

- Greg : compagnon de route de nombreux réseaux du secteur culturel des échéances électorales arrivent et aujourd'hui il y a une confiscation du pouvoir via un scrutin majoritaire à deux tours.

Il faut poursuivre le travail de communiqués, les manifs aussi, mais il faut parvenir aussi à faire évoluer le système politique pour mettre fin à cette confiscation du pouvoir. Nous devons donc nous positionner un minimum sur les programmes politiques proposés, certains programmes d'organisations politiques offrent des convergences vraiment importantes, cela ne veut pas dire que ce positionnement consiste à donner un blanc-seing. Nos réseaux (CAC, Ufisc, etc) doivent donc pouvoir se positionner dans le champ politique.

- Patrick

on est un peu coincé entre le changement du monde (dans son entier !) et revendications sectorielles (également légitimes) avec un risque que 2021 soit une catastrophe (chômage, baisse de financement etc). Quel angle prendre pour jouer notre rôle ? Au sein de la FRMJC on a monté un chantier "le confinement et après" ? Et on s'est penché sur la manière dont la crise a permis un changement de priorités et comment ces priorités sont couvertes par l'action associative.

Les associations sont aussi capables de se réinventer. On tente d'inciter les associations à écrire la manière dont la crise a changé leurs modalités d'action. Cela permet de mieux exprimer qu'on n'a pas envie de revenir dans le monde d'avant. Du coup, oui l'idée de donner une voix aux « sans voix » pourrait paraître comme une énième tribune mais pourrait aussi donner une singularité dans la période (en permettant de repartir des gens). Il y a un vrai enjeu à trouver des formes pour exprimer tout cela.

- Gilles

fait le parallèle avec les tables de quartier : comment on s'approprie le contexte pour agir dessus ? Comment peut-on appeler les gens à discuter localement, pas de l'aménagement de leur quartier, mais de la société et du Monde ? Des problèmes et des priorités ?

Par ailleurs, le monde d'après ce n'est pas seulement demain, c'est également après-demain et après-après demain donc il faut parvenir à construire cela dans le temps.

- Jean-Claude

Faire un appel des cent (sans) voix, pourquoi pas ? C'est à travailler.

- oui il faut s'ancrer sur le local sauf qu'on a un problème de changement d'échelle. On reste face à une politique néolibérale qui s'impose toujours. Les associations se satisfont trop d'être au niveau local et se satisfont trop de ce qu'elles font, or ça ne fait pas le poids.

- sur service public, associations, communs il y a des pistes déjà exprimées mais comment continuer en apportant des choses spécifiques (ne pas refaire ce que fait déjà Convergence ou ATTAC par exemple) ?

Comment pouvoir être concret à la fois localement et au niveau des différents échelons territoriaux ?

- revendiquer 1 milliard sur les 150 milliards donnés en France pour l'économie et 750 milliards au niveau européen... Le gouvernement dit qu'on est formidable "un trésor" du coup, il nous faudrait peut-être être plus en colère et véhément. Attention, à trop se focaliser sur des "solutions concrètes" on oublie de faire de la politique.

- Gael

Lors d'un RDV avec le Conseil départemental (77) se posait la question des critères d'attribution de financement dans le cadre d'un fonds d'urgence en préparation pour les associations. L'échéance électorale prochaine avec les départements et les régions est un enjeu. Au niveau du RIF (réseau musique actuelle d'IDF) on engage une action de "lobbying" localement, département, région... C'est l'occasion de mettre un pied dans une porte entre-ouverte... Puisque les élus cherchent comment soutenir, le terrain est favorable actuellement pour poser nos revendications.

- Gilles

Le 8 avril dans le premier communiqué du CAC nous avons justement voulu commencer par rappeler la revendication sur le milliard "**Pour un grand plan de soutien à la vie associative, pour plus de solidarité**

**citoyenne**". L'idée était aussi de dire "on ne demande pas l'aumône" à la différence de certaines tribunes qui finalement demandent un sauvetage des associations ponctuel. Notre idée est de pouvoir se réinstaurer comme une force politique dans la société. C'est un enjeu commun, il faut pouvoir l'écrire.

### 3/ Une cartographie des plateformes pour un« Monde d'Après »

Gilles présente la cartographie qui répertorie les nombreux appels / textes /tribunes/programmes (à voir sur notre gare centrale).

Le Cac soutien/signé :

- ✓ avec Opale, l'Ufisc ... une tribune proposée par JL Laville (qui va sortir dans l'Humanité)
- ✓ avec Attac autres organisations : "Plus Jamais Ça"
- ✓ avec le Réseau de veille sur l'état d'urgence sanitaire (coordonné par VoxPublic) « *Alerte sur une nouvelle banalisation des atteintes aux droits et libertés* » le 29 avril 2020
- ✓ le communiqué MINGA « *Application numérique StopCovid : le « contact tracing » des humains, c'est NON* » 26 avril 2020
- ✓ la Tribune « *La démocratie à table !* » (initiée par le réseau des Amaps IDF, les ami.e.s de la conf'...) en avril 2020

Le CAC ne peut pas signer toutes les pétitions et plateformes... ! Une logique doit être construite à partir des réflexions menées lors de ce CA.

### 4/ Débat sur le positionnement à construire du CAC

*La transformation sociale a besoin d'une Éducation Populaire politique. C'est l'enjeu prioritaire du CAC. Notre travail avec les associations et dans les réseaux consiste à porter cette conception. Les associations et les initiatives citoyennes, ainsi que les personnes à qui elles s'adressent, sont les grandes ignorées des schémas envisagés dans la construction de ce « Monde d'Après ». Quelles vigilances avoir ? Quels principes défendre ? Quelles propositions issues de la discussion ?*

- Olivier : notre rôle serait plus de les centraliser et les organiser pour les rendre visibles.
- Jean-Claude : le collectif "changer de Cap" vient de le réaliser dans un document de 40 pages !
- Jean-Baptiste : lors de notre entretien avec la fondation FPH, celle-ci pourrait mettre à disposition un espace de travail à la bergerie de Villarceau pour approfondir notre travail en réseau et sa structuration. On pourrait envisager un séminaire, qui pourrait aussi donner du sens à nos "10 ans" et prendre le temps de représenter les différents "secteurs" associatifs, d'échanger, de comprendre les enjeux et difficultés des uns et des autres, en tirer les logiques et les contradictions
- Nicole ; ne perdons pas le temps à analyser les plateformes des autres. Il nous faut les suivre pour se tenir informés et s'inscrire dans les plus essentielles (comme Plus Jamais Ca), mais réfléchir à notre politique de transformation de la société. Un tel séminaire, serait utile.
- Christine a apprécié de participer à ce premier CA. Elle a trouvé les débats très riches, et une expression qu'on n'entend plus très souvent. Il y a une vraie différence de discours par rapport à des réseaux plus institutionnalisés et les CEJ ont besoin de ce type de discours. Le CAC gagnerait à être interpellé plus facilement et plus souvent et cela permettrait de faire connaître ses analyses.

Gilles remercie les participants pour ce partage en CA, nous avons besoin de croiser les points de vues.

Le CAC travaille sur son livret de 10 ans de communication qui permet de revisiter 10 ans de vie associative et nos évolutions. Le CAC, dans les 10 ans à venir, devrait devenir un espace plus participatif et contributif et parler à plusieurs voix. La mise en place de notre "caravane/Tour des libertés associatives" (un peu stoppée par le confinement après un départ virtuel) visait à cela.

## PROPOSITIONS DE TRAVAIL RECUEILLIES AU COURS DE CE CA :

(à compléter)

**1/** Poursuivre le travail de compilation et d'analyse des « plateformes » pour un « Monde d'Après » *(ou un autre terme moins « bateau » et médiatisé).*

**2/** Etudier la forme d'action propre aux associations citoyennes et à l'Éducation populaire

- Initier une démarche (à construire) type « tables de quartier » sur tout le territoire.
- Envisager un appel des « sans voix » en s'appuyant sur les associations et réseaux du CAC, et au-delà.

**3/** Développer les liens internes au CAC par exemple à travers un séminaire de réflexion pour l'action *(durant 2 ou 3 jours à la rentrée).*

- Poursuivre notre travail avec les associations et réseaux, en liaison avec des chercheurs et universitaires, pour construire les analyses, les mots et les outils du Monde d'Après, autour de plusieurs axes :
- Associations Citoyennes et Éducation populaire
- Économie Sociale et Solidaire
- Services publics
- Collectivités locales

**4/** Réfléchir à la construction de temps d'intervention en fonction des demandes de formation, d'animation d'ateliers ou de débats (conseillers techniques, syndicats, collectivités...)

**5/** Développer le réseau des contributeurs et acteurs du CAC, **notamment avec ces pistes :**

- animer et faire vivre **mieux** le groupe de veille et le CA. Renforcer la coordination hebdomadaire.
- consolider le réseau des groupes et des acteurs locaux.
- reconstruire la dynamique de la Caravane des Associations Citoyennes/**Tour des libertés asso.**
- **(ré)animer** et faire vivre les 5 axes thématiques pour nourrir les analyses du collectif et des réseaux.
- nourrir les outils collaboratifs du CAC **de façon plus partagée**, comme la Gare Centrale, la revue des solidarités, **la plateforme pour les municipales...**
- développer de nouveaux livrets
- **valoriser** l'espace Médiapart, en invitant à des projets de rédaction.